

L'utilisation de l'espace dans la vie quotidienne

Ana Buñuel Heras

Volume 31, Number 83, 1987

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/021883ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/021883ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Heras, A. B. (1987). L'utilisation de l'espace dans la vie quotidienne. *Cahiers de géographie du Québec*, 31(83), 293–299. <https://doi.org/10.7202/021883ar>

L'UTILISATION DE L'ESPACE DANS LA VIE QUOTIDIENNE

par

Ana BUÑUEL HERAS

C/Gaztambide, 20-6° d, 28015, Madrid

Ces trois jours d'intenses discussions, au cours desquels furent également présentés des travaux reliés à la problématique de l'utilisation des espaces dans la vie quotidienne des femmes, resteront dans la mémoire de beaucoup d'hommes et de femmes comme le témoignage le plus explicite d'une volonté commune (géographes, sociologues, économistes,...) de faire le point sur la recherche portant sur les rapports femmes-espaces¹. Ce colloque a notamment permis d'identifier les lacunes à combler, tout en donnant l'impulsion nécessaire aux chercheurs et chercheuses pour y arriver.

Les travaux présentés au cours de ce colloque furent regroupés sous quatre thèmes : langage, espace et ségrégation sexuelle ; l'utilisation des espaces urbains intérieurs et extérieurs ; les équipements collectifs et la vie quotidienne ; la mobilité spatiale, les migrations et les déplacements des femmes. Avant d'aborder l'analyse de ces quatre thèmes, examinons rapidement ce que recouvre la notion d'espace et le rapport qu'entretiennent les femmes avec celui-ci dans leur vie quotidienne.

La notion d'espace est sortie peu à peu du domaine exclusivement géographique pour s'étendre à d'autres disciplines telles l'histoire, la sociologie, l'urbanisme, la psychologie, etc. Selon A. Garcia Ballesteros, au sein même de la science géographique, on constate une préoccupation tardive pour l'étude de l'utilisation différentielle de l'espace selon les sexes. Ainsi, dans la géographie classique, la notion d'espace absolu condamne l'analyse de la structure d'une population selon le sexe ou l'âge, à être le fondement d'études sur la fécondité et la population active dont la finalité est exclusivement descriptive.

Avec l'introduction de la notion d'espace relatif (Bailly et Béguin, 1982) et l'avènement de la géographie non positiviste, l'espace est perçu comme le guide de nos comportements, et cette conception ouvre la voie à l'analyse des différents comportements spatiaux selon le sexe. La chronogéographie (Hägerstrand, 1975 ; Parkes et Thrift, 1980) et la prise en compte corrélative des coordonnées espace/temps permettent de développer l'idée que l'utilisation de l'espace par les femmes répond à un horaire précis, lui-même relié à l'accomplissement de tâches concrètes et répétitives en des lieux précis.

Reliées à cette dernière conception, les notions de lien et de territorialité introduisent l'étude des liens personnels et affectifs qui s'établissent entre l'espace habité, vécu, et les habitants. Quant à la géographie du bien-être (Smith, 1980 ; Bailly, 1981), elle développe une approche qualitative qui ouvre la voie à l'étude des différenciations spatiales selon le « degré de bien-être » et le sexe. Cette dernière a débouché directement sur l'étude de l'espace considéré comme produit social. Cette analyse, d'inspiration marxiste, dénonce la situation des femmes dont les besoins ne sont pas pris en considération dans la planification urbaine.

A. Garcia Ballesteros en arrive donc à la conclusion qu'il faut poursuivre l'étude des comportements spatiaux des femmes et leur incidence dans l'organisation de l'espace, tout en se gardant bien de ne pas tomber dans la dichotomie: espace masculin = public/espace féminin = privé.

LANGAGE, ESPACE ET SÉGRÉGATION SEXUELLE

Ce thème est structuré autour de trois contributions de valeur inégale. Les deux premières proposent une analyse symbolique centrée sur l'espace et les femmes. La troisième est une recherche empirique portant sur la communication et les femmes en milieu rural.

Dans une première communication, J. Ibañez établit un axiome de départ très précis: le langage (il parle essentiellement de la langue espagnole) est un « outil machiste » (p. 30). De nombreux exemples illustrent cette affirmation: « le » tout et « la » partie, le sexe des professions, etc. Selon cet auteur, il n'y a pas dans l'inconscient « de masculin ni de féminin: le masculin et le féminin — comme des termes positifs — appartiennent à l'imaginaire social... Il n'y a pas d'hommes et de femmes, il y a des sujets » (p. 35-36). Après avoir accepté la thèse selon laquelle tout ordre est artificiel, fondé sur un code, « la libération de la femme exige la destruction de cette supercherie: reconnaître la culture comme artifice » (p. 44).

Ibañez fait état des différents types de géométrie (euclidienne, projective, topologique, théorie d'ensembles de points) et les met en relation avec les différents espaces où l'on vit: « On travaille dans un espace euclidien, on voit dans un espace projectif, on touche, on goûte, on écoute en différentes variétés topologiques » (p. 53). L'auteur introduit en outre l'idée fondamentale voulant que l'on doive articuler notre espace imaginaire, dans lequel nous sommes enfermés par les frontières de notre corps, et l'espace symbolique auquel nous ouvre l'attribution de notre nom. Selon lui, l'identité sexuelle est établie en fonction de l'assignation d'une trajectoire déterminée par l'espace-temps à chacun des sexes: chaque sexe a ses trajets déterminés. Bien que dans le passé ces trajets étaient très différenciés, aujourd'hui ils se croisent, se superposent. Face à l'ordre masculin phallocrate, il est possible d'adopter différentes positions: « converse » (acceptation), « perverse » (jeu), « subversive » ou encore peut-on vouloir l'inverser (féministes phalliques) ou le subvertir (féministes révolutionnaires). L'ordre supporte l'inversion et la subversion, mais pas la « réversion », celle que Baudrillard appelle « séduction ». En conclusion, Ibañez affirme que le féminisme productif (celui de la perversion ou de l'inversion) est inutile parce qu'il pose des revendications en termes de valeur, et la valeur est toujours masculine. Mais le féminisme séducteur (celui de la réversion) est dangereux: poussé à son extrême, il conduit à la mort.

Dans une veine semblable à celle exploitée par Ibañez, F. Recio (Univ. Complutense, Madrid) fait une analyse des rites de nettoyage des femmes au foyer. Selon lui, le nettoyage suppose l'« établissement d'un ordre, une relation entre les objets qui suppose une exclusion ». Le nettoyage domestique consiste à séparer des espaces: « La division entre la cuisine et la salle à manger est corrélative à la distinction corporelle entre la bouche et l'anus » (p. 61). L'identité de la femme au foyer est soutenue dans le maintien de cette séparation, puisque son mélange supposerait son échec médiateur. Le nettoyage est nécessairement interminable parce que la femme au foyer ne peut pas y renoncer: « la femme au foyer n'existe, entre autres choses, qu'en produisant et en éliminant la graisse » (p. 63).

Dans une perspective anthropologique de la communication, M. Roiz (Univ. Complutense, Madrid) présente une recherche sur l'espace des communications et les femmes dans le milieu rural traditionnel². Ses objectifs étaient, d'abord, de reconnaître et de structurer les différents espaces dans ces communautés rurales et, par la suite, de différencier l'utilisation des espaces de communication interpersonnelle selon le sexe (et l'âge) en rapport avec le type d'interaction effectué. Finalement, il s'agissait de trouver les caractéristiques des réseaux spatiaux dans la communication interpersonnelle à distance.

À partir de l'analyse des pratiques de l'utilisation de l'espace des communications, M. Roiz conclut qu'il existe un « comportement spatial » obéissant à des règles similaires à celles du comportement linguistique, et ce « langage spatial » présente des variantes selon le sexe et l'âge. Les caractéristiques du « discours spatial » des femmes, dans la culture paysanne traditionnelle du nord de l'Espagne, peuvent être résumées ainsi :

- 1) Elles conservent le contrôle des espaces intérieurs de la maison familiale et des espaces productifs d'usage quotidien (potager, etc.).
- 2) Irruption spatiale des jeunes paysannes dans les endroits réservés jusqu'à présent exclusivement aux hommes (des espaces de travail et de loisir, extérieurs au village).
- 3) Contrôle partagé de ces espaces communaux entre les deux sexes (jeunes).
- 4) Les femmes ont le contrôle des nouveaux appareils de communication : téléphone, télévision et, en cela, elles deviennent les médiatrices entre le monde extérieur et le village.
- 5) Émergence de « leaders d'opinion » chez les jeunes femmes, fruit d'une crédibilité soutenue par des études supérieures effectuées à l'extérieur du village.

On peut ainsi apprécier des changements par rapport aux espaces traditionnels de la femme en milieu rural (le foyer et les champs environnants), puisque progressivement elles utilisent des espaces considérés jusqu'à maintenant comme exclusivement masculins (bars, champs extérieurs au village).

L'UTILISATION DES ESPACES URBAINS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

L'analyse est centrée ici sur les rapports entre les espaces intérieurs (foyer), extérieurs (places, rues,...) et la vie quotidienne des femmes dans la ville. La distribution de l'espace intérieur du logement apparaît comme un moyen de contrôle social des femmes. Ainsi, P. Cos (Univ. polytechnique, Barcelone) analyse les discours des architectes, moralistes et intellectuels entre la deuxième moitié du XIX^e siècle et 1930, période au cours de laquelle l'organisation des activités quotidiennes apparaît clairement comme l'instrument fondamental du contrôle social. La sublimation des tâches domestiques justifie la division sexuelle du travail.

Dans le premier modèle de logement ouvrier de Henry Roberts (Londres, 1851), il existe une volonté explicite de contrôle de la moralité dans la cellule privée et surtout une volonté de séparation de l'endroit où l'on prépare et consomme les repas des autres espaces du logement (lieux de repos, de reproduction, etc.). Cet endroit (cuisine) a des dimensions réduites et est réservé aux femmes. Parmi les nombreuses alternatives à cette idée de réclusion des femmes au foyer (Schreiner, 1911 ; Beecher, 1890), il est important de signaler celles de M. Fay Pierce et M. Howland qui préconisaient la collectivisation des tâches ménagères.

Par contre, au début du XX^e siècle, se développent quelques projets qui modifient qualitativement la notion de la réclusion des femmes au foyer en présentant les maisons, et surtout les cuisines, comme des endroits parfaitement adaptés aux « besoins féminins », à savoir la reproduction de la cellule familiale. Ce sont les propositions de Frederic (1910) avec son « logement unifamilial », de Schutte Lihotzky (1926) avec sa fameuse « cuisine de Frankfort », où l'espace de la femme est clairement défini : le foyer, et plus particulièrement la cuisine.

Dans une étude sur les résidences secondaires, I. De La Torre (Univ. autonome de Madrid) suggère une analyse plus approfondie de la relation entre l'utilisation de l'espace privé et l'appartenance à une classe sociale. Elle s'interroge à savoir si cette résidence secondaire représente un espace délibéré pour les femmes ou, par contre, un second lieu de réclusion. L'auteure conclut que, pendant que les femmes jouissant d'un statut social élevé utilisent leur résidence secondaire comme un espace sélectif et privilégié, celles dont le statut social est plus modeste y voient une façon d'employer leurs temps libres et de réaliser quelques économies. Deux autres groupes sociaux (classes moyenne et moyenne supérieure) considèrent cette maison comme étant un investissement pour les enfants et un signe de réussite sociale. Plus on descend dans l'échelle sociale, plus la relation affective femme-résidence secondaire est forte et,

par conséquent, moins forte est sa prise de conscience de l'alourdissement de la tâche ménagère et du renforcement des rôles traditionnels qui en découlent.

Pour sa part, A. Garcia Martin insiste sur l'intérêt que présente l'étude des espaces intermédiaires « interfamiliaux », c'est-à-dire les lieux situés entre le logement et les espaces extérieurs et qui comprennent notamment les escaliers, porches, galeries, etc. L'intérêt de ces espaces peu étudiés réside dans le fait qu'ils font partie de l'espace social immédiat des femmes. Ce sont des espaces de sociabilité fondamentalement féminins.

Traditionnellement pour les urbanistes, il existe deux espaces : l'espace naturel et l'espace créé, ce dernier comprenant les espaces extérieurs et intérieurs. Dans la littérature urbanistique, les espaces qui environnent les lieux d'habitation sont considérés plus comme le cadre obligatoire de ces derniers que comme un espace possédant une entité propre. De même sont davantage approfondis les aspects physiques et morphologiques que facilitent des comportements stationnaires que ceux qui renvoient à des comportements mobiles (dessin de façades, distribution des commerces, etc.). Dans l'étude des comportements stationnaires ou sédentaires, l'analyse de la structure sociale et des groupes sociaux qui utilisent ces espaces est souvent oubliée.

Tenant compte de l'idéologie dans la signification attribuée à l'espace public par les femmes, C. Vasquez Anton, dans un article sur le concept sexuel d'espace public, distingue trois approches. La première considère l'espace public comme un espace masculin : conception traditionnelle qui justifie la division du monde en fonction du sexe. Les femmes occupent deux types d'espaces : d'un côté ceux qui sont en rapport avec les rôles d'épouse et de mère (maison, rues commerçantes...), et de l'autre, ceux où elles entrent en rapport avec d'autres femmes (cafés, boutiques,...) dans un lieu qui en fait est une prolongation de l'espace familial. Elles privatisent l'espace public lié aux pratiques de consommation.

La seconde approche constate un partage de l'espace public entre les deux sexes : une telle conception est fondée sur les principes d'égalité entre les sexes et la prise en compte sociale du travail domestique. Le type d'espace utilisé est l'expression de ces principes : ceux qui sont en rapport avec leur rôle dans la famille et ceux où elles développent leur vie sociale. Finalement, une troisième approche voit dans l'espace public un espace à privatiser. Pareille conception est propre aux femmes qui refusent les rôles qui leur sont traditionnellement assignés et qui critiquent le système de domination sexuelle de même que les modèles sociaux existants (femme épouse, mère,...). Elles privatisent l'espace public, animées par une volonté ferme de transformation sociale. L'auteure établit ici un lien entre cette dernière conception et l'espace de subversion : l'occupation de l'espace public est une manifestation consciente traduisant une rupture sociale.

Dans le même ordre d'idées, A. Larizgoitia étudie l'utilisation des différents espaces publics urbains par divers groupes de femmes. Elle distingue également trois groupes qui peuvent s'identifier aux diverses conceptions de l'espace public développées par Vasquez Anton. Les femmes au foyer, celles qui assimilent en public les comportements des hommes et, finalement, celles qui utilisent les espaces publics urbains tout en manifestant une opposition à les considérer comme prioritairement masculins. Pour R.M. Andrieu (Univ. du Pays basque), l'utilisation de ces espaces présente un caractère rituel du fait de la « quotidienneté » qui s'y exprime et des activités que chacun de ces groupes y pratique.

Le groupe de chercheurs en sociologie urbaine de l'Association madrilène de sociologie souligne l'importance de la participation sociale dans le processus de planification de l'habitat, et surtout de celle des femmes puisque ce sont elles qui vivent la « quotidienneté » des quartiers. Dans une recherche portant sur un quartier rénové de la banlieue industrielle de Madrid, ils détectent les répercussions de ces changements spatiaux dans la vie quotidienne des femmes. Ceux-ci peuvent être résumés ainsi : d'un côté, des logements de plus grande dimension qui leur occasionnent plus de travail et, de l'autre, le chômage masculin qui les oblige à chercher du travail. Il en résulte donc une utilisation moindre de la rue, cet espace collectif, surtout chez les femmes âgées entre 20 et 50 ans.

LES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS ET LA VIE QUOTIDIENNE

Il s'agit ici d'analyser la ségrégation des femmes dans la ville découlant de la répartition spatiale des équipements sociaux. Selon M. Martinez Pardo, l'intérêt spécifique que présente la population féminine découle du fait que les femmes sont responsables de l'organisation des activités quotidiennes et de la vie familiale et que, par conséquent, elles sont les principales utilisatrices de ces équipements.

J. Leal Maldonado (Univ. Complutense, Madrid) postule une hétérogénéité des besoins fondée sur les classes sociales, le sexe et l'âge. La ségrégation inhérente à la condition de la majorité des femmes (confinement au foyer) s'ajoute à celle qui peut découler de l'appartenance à un groupe social déterminé. Ainsi, les femmes âgées sont doublement marginalisées du fait de leur condition de femme et de leur âge. Il faut également tenir compte des inégalités liées aux classes sociales et la position occupée dans l'appareil productif. On peut parler de ségrégation sociale à Madrid au niveau des équipements collectifs. Par exemple, les arrondissements où l'offre en matière d'éducation excède la demande sont précisément ceux où se retrouvent les revenus les plus élevés, de même que les meilleurs équipements sportifs, sanitaires et culturels.

A. Buñuel et C. Denche affirment quant à elles que l'utilisation des équipements sociaux par les femmes varie selon l'âge, le fait d'avoir un emploi ou non, de même que le niveau de scolarité. En outre, la ségrégation spatiale urbaine influe également sur l'utilisation des services sociaux. D'ailleurs une étude effectuée dans deux quartiers de Madrid, l'un central, l'autre périphérique, démontre que celles qui vivent dans le centre sont privilégiées quant au choix des équipements culturels, sanitaires et scolaires alors qu'elles sont défavorisées en ce qui a trait aux espaces verts ou aux équipements sportifs.

La recherche portant sur l'utilisation des différents équipements par les femmes ne se résume toutefois pas à ces seuls thèmes. Ainsi, selon C. Tobio Soler et S. Perez Benitez, les équipements culturels ne tiennent pas compte des besoins socio-culturels des femmes (ni d'ailleurs de leur âge, de leur niveau d'éducation et de la classe sociale dont elles sont issues) si bien que les initiatives culturelles sont difficiles à susciter. Les « centres sociaux pour les femmes », d'initiative publique, constituent toutefois une exception mais on n'y offre que les services de planification familiale.

L'accès aux équipements éducatifs de niveau supérieur varie selon le sexe, le statut social et le « facteur » spatial. C'est d'ailleurs ce qu'illustre A. Olivera à l'aide d'une étude portant sur deux régions espagnoles : Madrid et Castilla-La Mancha. Ainsi, la proportion de femmes poursuivant des études supérieures est plus élevée dans une ville (Madrid) où l'on retrouve un établissement d'enseignement supérieur que dans une autre où la fréquentation d'une institution suppose des déplacements ou un changement de lieu de résidence. Cela s'explique notamment du fait que les jeunes femmes sont plus soumises que les garçons au contrôle familial. Les femmes qui laissent le foyer familial pour poursuivre leurs études sont celles jouissant d'un statut social élevé. La sélection est donc davantage reliée à l'origine sociale qu'au sexe.

On peut toutefois parler d'une discrimination basée sur le sexe en ce qui concerne l'utilisation des équipements ou des espaces de loisir. Selon A. Salom et X. Souto, les garçons sont encouragés à explorer des espaces de loisir extérieurs alors que les filles le sont à aider aux tâches ménagères. D'ailleurs, les femmes pratiquent moins de sports du fait, en grande partie, d'une éducation plus répressive en ce qui concerne leur corps et la liberté des mouvements. Les auteurs précisent en outre que les filles consacrent plus de temps que les garçons à l'écoute d'émissions télévisées et moins à la lecture de journaux et de livres. En conclusion, les auteurs proposent la création d'un espace et d'un temps de loisirs non sexistes.

E. Pozo et F. Rojo s'intéressent pour leur part au problème de la location des crèches et à ses répercussions sur la vie quotidienne des femmes. Les crèches constituent un équipement socio-éducatif indispensable aux familles avec enfants au fur et à mesure que les femmes accèdent au marché du travail. À Madrid, on constate un déficit plus marqué de crèches dans les arrondissements les moins favorisés, coïncidant ainsi avec les quartiers où la population est plus jeune et où le taux d'activité professionnelle des femmes est le plus bas. L'offre publique des

crèches ne compte que pour 10% du total. Quant à l'offre privée, elle est majoritaire dans les arrondissements centraux, c'est-à-dire là où l'on retrouve la population la plus favorisée économiquement. Le déficit constaté en périphérie est en rapport avec les facteurs économiques qui expliquent la configuration spatiale de la ville.

LA MOBILITÉ SPATIALE, LES MIGRATIONS ET LES DÉPLACEMENTS DES FEMMES

Ce quatrième et dernier thème regroupe des communications portant sur la mobilité des femmes dans la ville et sur l'émigration féminine rurale (nationale et étrangère). À cet égard, A. Sabate affirme que la mobilité intra-urbaine des femmes est restreinte par plusieurs limites de type fonctionnel (les tâches familiales), temporel (la double journée), social (les femmes sont moins nombreuses que les hommes à posséder des voitures particulières) et structurel (le réseau de transport urbain ne correspond pas aux besoins des femmes).

Par ailleurs, étudiant la mobilité des femmes, M. Arrang affirme qu'il faut faire une première distinction selon qu'elles travaillent à l'extérieur du foyer ou non, les besoins de déplacement étant dès lors différents. Chez les femmes mariées, elle signale que celles qui travaillent à l'extérieur effectuent plus de déplacements intra-urbains que les hommes et les femmes au foyer, mais les distances parcourues sont inférieures. Elles utilisent surtout les autobus bien que l'indice de possession d'une automobile augmente progressivement. Par contre, les femmes au foyer voient leur mobilité réduite. Celle-ci est d'ailleurs motivée par les achats nécessaires à la bonne marche du foyer et les questions familiales. Les femmes au foyer utilisent surtout les transports publics et vont à pied à des moments précis de la journée. Ces résultats se voient d'ailleurs confirmés dans l'étude de M. Arrang et G. Fernandez-Mayoralas sur l'offre de transports publics à Madrid. Cette offre est calculée pour correspondre à la demande créée par les travailleurs (mouvements pendulaires travail-foyer). Ainsi, aux heures où les femmes au foyer utilisent les transports en commun, l'offre est inférieure et cela constitue pour elles un désavantage important.

Le phénomène de l'émigration féminine dans une région de montagne (Sierra de Ayllon) est analysé par P. Alguacil et E. Bordiu. Elles distinguent deux courants d'émigration : un premier dans les années soixante et un second à partir de 1970. Le premier groupe de migrants était constitué de femmes et d'hommes qui cherchaient du travail en ville. Ce mouvement a entraîné des changements importants dans les tâches assignées aux femmes. En fait, au village elles s'occupaient non seulement des tâches ménagères, mais aussi du bétail et d'une partie du travail des champs. En ville, elles restent au foyer ou exécutent des travaux ménagers parmi le voisinage. Leur connaissance de la ville est minime, le choc culturel étant important. Par contre, la migration des femmes qui s'amorce à compter de 1970 présente des caractéristiques bien différentes. Elle est le fait de jeunes filles (14-16 ans) poussées par le manque de travail ainsi que l'influence des modèles de consommation diffusés par les médias. Elles sont employées pour effectuer des tâches ménagères et arrivent en même temps à poursuivre des études. Elles rejettent le milieu rural et, normalement, s'intègrent parfaitement dans la vie urbaine, ce qui entraîne un dépeuplement des villages.

F. Molina Perez consacre une étude aux émigrantes marocaines à Madrid dans laquelle elle décrit d'abord les caractéristiques de ce groupe. Elles représentent 20% du total des émigrants marocains. Parmi elles, 65% sont mariées, 25% célibataires et 10% veuves ou séparées. Environ 30% d'entre elles travaillent à l'extérieur du foyer alors que 80% n'ont effectué que des études de niveau primaire. Les deux problèmes fondamentaux qu'elles rencontrent sont ceux de l'identité personnelle et des rapports avec l'entourage. Les conflits d'identité sont dus aux différences culturelles (moins chez les jeunes filles) et aux difficultés d'adaptation à la vie urbaine (la grande majorité d'entre elles est d'origine rurale). Néanmoins, selon le quartier où elles habitent, il est possible de percevoir différents degrés d'intégration, plus marqués dans deux zones, La Coma et Penagrande, où le type d'habitat (espaces verts, places, etc.) apparaît plus propice à l'établissement de contacts avec les voisins.

Ce colloque aura permis de mieux apprécier la nécessité d'étudier empiriquement et en profondeur les rapports entre les femmes et l'espace quotidien de façon à connaître comment celui-ci influence la vie quotidienne des femmes et de quelle façon celles-ci modifient leur environnement spatial.

NOTES

¹ Les actes du colloque dont il est fait état ici ont été publiés sous la direction de Aurora Garcia Ballesteros, sous le titre *La utilizacion del espacio en la vida cotidiana*, S.E.M., Madrid, 1986. Ce colloque, organisé par le Seminario de estudios de la Mujer, fut tenu à l'Université autonome de Madrid en avril 1984.

² Cette recherche fut effectuée dans une petite région de la montagne de Leon (nord-ouest de l'Espagne) qui comprend 6 villages, soit un total de 330 personnes âgées de plus de 18 ans.

(acceptation définitive en avril 1987)